Journée mondiale contre les LGBTlphobies :



dans l'Éducation comme ailleurs, MOBILISATION

Les récents suicides de Doona, d'Avril et de Dinah rappellent que le combat contre les discriminations et les inégalités liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre reste d'actualité. Les jeunes LGBTI+ sont bien plus à risque de faire une tentative de suicide ou de se suicider que les jeunes hétérosexuel·les ou cis (plus d'un tiers des jeunes trans auraient déjà fait une tentative de suicide). Il a fallu le suicide d'Avril pour arracher une circulaire "pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire".

Après le suicide de Dinah, le silence assourdissant du gouvernement demeure honteux. Les LGBTIphobies demeurent bien présentes dans les établissements scolaires et concernent aussi bien les élèves que les personnels. SUD éducation est aux côtés des personnels LGBTI+ de l'Éducation nationale, pour lutter contre toutes les formes de discrimination LGBTIphobe et hétérosexiste, et appelle à se mobiliser à l'occasion du 17 mai et des marches des fiertés, contre la haine, pour les droits LGBTI+ et l'épanouissement de tou·tes!

Assignation de genre : c'est à l'élève de décider !



Dès la naissance, les enfants sont assigné·es à un genre, féminin ou masculin, au regard des attributs de leur corps biologique. Les études de genre ont pourtant bien montré la nécessité de dissocier sexe d'une part, et genre d'autre part (c'est-à-dire la construction sociale des iden-

tités). De fait, la question des identités trans met en lumière les problèmes que pose l'assignation de genre. Les personnes trans sont obligées de se battre quotidiennement pour faire valoir leur identité face aux discriminations et violences transphobes systémiques.

Pour SUD éducation, il faut placer le bienêtre de l'élève au centre de nos préoccupations. C'est pourquoi l'école doit accompagner les familles dans l'acceptation de la démarche de leurs enfants. Il n'est pas acceptable que l'école cautionne la négation par certaines familles du droit des jeunes trans à choisir leur prénom et à exprimer librement leur genre.

SUD éducation revendique une politique ambitieuse de prévention et d'accompa-

gnement des jeunes trans ou en questionnement quant à leur genre et leur orientation sexuelle, appuyée par la mise à disposition de véritables moyens et par l'ouverture de postes spécifiques de référent·es.

SUD éducation revendique le respect par les personnels du prénom et du pronom choisis par les jeunes trans dans le cadre scolaire.

SUD éducation · ▶ fede@sudeducation.org · ७www.sudeducation.org • • www.sudeducation.org

Contre la mutilation des enfants intersexes

Selon la définition de l'ONU, les personnes intersexes sont nées avec des caractères sexuels (génitaux, gonadiques ou chromosomiques) qui ne correspondent pas aux définitions binaires types des corps masculins ou féminins. C'est d'abord avec l'accord des parents – parfois extorqué sous la pression par les médecins, parfois à leur demande- que les enfants et adolescent es intersexes sont le plus souvent mutilé es, opéré es et soumis es à des « traitements » hormonaux lourds. Outre ces mutilations, les personnes intersexes ont à subir stigmatisation et violences, en particulier à l'adolescence : les adolescent es sont, en effet, focalisé·es – et socialement encouragé·es à l'être – par la transformation de leur corps et sa

conformité aux normes de genre dominantes.

- Les mutilations, stérilisations, traitements hormonaux non consentis sur des personnes intersexes, quel que soit leur âge, doivent cesser
- Le droit à l'autodétermination des personnes intersexes doit être reconnu.
- La formation des personnels éducatifs sur les questions intersexes doit être effective.
- Une prise en compte, non pathologisante, des variations intersexes dans les supports pédagogiques doit prévaloir.

La lesbophobie tue

Depuis le premier confinement, la maltraitance au sein des familles a augmenté. L'enquête de l'Ined souligne l'ampleur des violences intrafamiliales subies par les filles et les personnes homosexuelles et bisexuelles avant leurs 25 ans. Cette étude montre que la moitié des personnes homosexuelles a été rejetée par leurs parents. Les filles et les jeunes homosexuel·les et bisexuel·les sont encore plus touché·es par les violences intrafamiliales:

- Violences psychologiques (insultes, humiliations, dénigrements): les filles lesbiennes et bisexuelles sont trois fois plus confrontées à ces comportements (23,2 % et 24,5 %) que les filles hétérosexuelles (6,6 %).
- Violences physiques : les filles lesbiennes et bisexuelles (19,4 % et 21,7 %) et les garçons

gays et bisexuels (11,9 % et 8,8 %) sont plus souvent victimes de brutalités physiques que les filles et les garçons hétérosexuel·les (6 %). lels subissent également plus souvent des mises à la porte, séquestrations et tentatives de meurtre.

• Violences sexuelles : la fréquence des violences sexuelles est bien plus importante chez les garçons homosexuels et bisexuels (6 % et 5,4 %) et encore plus chez les filles lesbiennes et bisexuelles (9,8 % et 12,3 %).

Du côté des élèves comme des personnels, les Lesbiennes, Gays, Bi·e·s, Trans et Intersexué·es, peuvent être victimes de discriminations au sein des établissements scolaires.

N'hésitons pas à intervenir dans la conversation, reprendre les plaisanteries déplacées : il est essentiel de ne pas laisser une ambiance sexiste/LGBTIphobe s'installer sur le lieu de travail.

SI vous êtes victime ou témoin, prenez contact avec la section syndicale de votre établissement ou la permanence départementale.

Si vous êtes victime ou témoin, inscrivez les faits au Registre Santé Sécurité au Travail : il a valeur juridique, l'employeur a obligation de répondre aux faits qui y sont consignés.

Rappelons le devoir de protection de la part du ministère à l'égard de ses salarié·es.

Rappelons la loi, qui sanctionne les actes de discriminations en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.



C'est par la mobilisation de tou·tes les LGBTI+ et de toutes les forces soucieuses d'émancipation et de progrès social, que l'égalité entre tou·tes pourra être gagnée.